

La coopération entre ONG, Recherches Académiques et Media pour l'ancrage du développement au Congo

Par Julie NDAYA TSHITEKU

Introduction

En septembre 2000, la revue de l'Institut universitaire d'études sur le développement, les *NOUVEAUX CAHIERS DE L'IUED*, publiait un numéro qui avait comme thème: *Sciences Sociales et Coopération en Afrique, les rendez-vous manqués*. En partant des exemples pratiques très bien documentés, les 15 contributions rassemblées dans la revue étaient unanimes sur une chose: il y a un manque de collaboration entre les organisations de développement en Afrique sub-saharienne et le secteur des recherches en sociales. Une contribution, celle de Mahaman Tidjani Alou, engageait une analyse encore plus profonde sur ce sujet (57-67). L'auteur montrait qu'il y avait une immense production du savoir empirique qualitatif sur l'Afrique, mais ce savoir n'était pas mobilisé dans les programmes de développement.

L'argument de Mahaman Tidjani, comme il apparaît dans le titre de la revue est une lecture bien applicable au fonctionnement des secteurs de la recherche et des ONG en République démocratique du Congo. Dans ce pays, caractérisé depuis des décennies d'une part par ce qu'il importe d'appeler désormais l'ONGISATION de la société (Giovannoni et alii 2004 : 120) et d'autre part le foisonnement sans précédent dans l'histoire

du pays des institutions où les recherches notamment qualitatives sont faites par des autochtones congolais, des *insiders*, partageant la réalité étudiée, dans laquelle ils vivent, la collaboration entre les académiciens et les praticiens de terrain est marginale. Ceci, contrairement aux organismes de développement des sociétés dites modernes. Ils ont compris que pour la maîtrise des questions qu'ils entendent résoudre, la connaissance du contexte culturel congolais est nécessaire. Ils utilisent à cette fin la production scientifique faite par des générations des chercheurs externes au Congo afin de définir leurs objectifs, d'élaborer des programmes pour enfin socialiser leurs partenaires congolais aux actions à entreprendre comme solutions aux problèmes de leur pays. Et même si les mentalités ont changé, dans l'idée qu'il ne peut plus être question d'exporter vers les pays dits pauvres des schémas d'intervention tout faits, fonctionnement qui a parfois créé des distorsions, l'élaboration des programmes pour le développement du Congo est basée sur les productions scientifiques plusieurs générations des chercheurs, appartenant à des institutions des recherches du nord de l'atlantique. Elles fournissent de l'expertise et le savoir sur le Congo dans des fora internationales, loin des lieux où la connaissance a été produite. Même si aujourd'hui, les chercheurs sont régulièrement invités à prendre position dans les médias, il n'en reste pas moins que c'est leur avis en tant qu'expert qui est mis en valeur et non le travail de recherche en tant que tel.

Cette contribution a pour but de montrer la nécessité de la collaboration entre ces trois secteurs est utile. La question centrale est comment arriver à une collaboration entre les ONG, le monde académique et les media et construire ensemble un savoir valide, traductible en des actions de développement structurelles, durables, comme réponse aux difficultés de la vie quotidienne que rencontre la population. Les données pour le faire proviennent de nos lectures, de nos observations, de notre pratique comme consultante et responsable d'ONG, comme ethnographe, des causeries avec des différents responsables des ONG chercheure en

science sociale annuelles organisées par le département d'Anthropologie de l' Université de Kinshasa de ce qui nous a semblé difficile à être considéré comme une évidence: le manque de collaboration entre le monde universitaire et les projets de développement au Congo ainsi que des remarques et propositions des participants aux conférences, qu'organise le département d'anthropologie de l'université de Kinshasa depuis 2012. Au dire des participants de ces conférences, qui réunissent chaque année les chercheurs, les praticiens représentant des différentes organisations de développement, des professionnels de la santé, de la justice, des médias, des acteurs politiques et surtout des étudiants, il y a beaucoup d'enjeux et des avantages à stimuler la coopération entre les ONG, le monde de la recherche et les medias. Pour connaître l'efficacité de son action, il faut qu'il y ait un discours critique, et ce discours critique doit être externalisé, c'est - à - dire qu'il y ait une reprise, par des institutions autres que celles qui sont directement impliquées, à produire un savoir à propos de l'aide et du système des recherches et proposer ce savoir aux sociétés bénéficiaires.

Notre thèse est qu'une telle coopération locale durable peut donner une impulsion au développement, par un regard critique appuyé par des recherches actions, citoyennes comme réappropriation du savoir sur le Congo par les Congolais. En premier lieu sera développé le contexte, Etant consciente que beaucoup des facteurs, comme la question financière auxquels les secteurs se butent, et oblige à se plier aux exigences des bailleurs et qui n'est pas la seule entrave à la collaboration, nous allons relever ces facteurs afin pour qu'on puisse en tenir compte. Les enjeux, les avantages, les types ainsi que les lieux de collaboration.

1. Contexte

La DRC Congo est un des pays de la région des Grands Lacs en Afrique centrale. C'est un pays géant. Sa population est

estimée à 79 375 136, avec une moyenne de vie qui se situe à 56,93 ans. 60 % de la population est constituée de la jeunesse. Le Congo a fait l'objet des nombreuses études, son organisation, sa colonisation, son infrastructure ont été étudiées par les économistes, les géographes, les sociologues, politicologues, les anthropologues, et les historiens et urbanistes qui ont influencé des générations des chercheurs et poursuivis par les chercheurs congolais

La situation socio-économique de la Rd Congo est globalement connue : le paradoxe de la dépendance de l'externe d'un pays potentiellement riche, une histoire caractérisée par les conflits pour son sous-sol, par les conditions de vie précaire de la majorité des Congolais. Elle ne s'est jamais améliorée malgré son sol et son sous-sol riches. Pays souffrant de plusieurs maux dont la corruption, les inégalités des revenus, le mauvais état de l'infrastructure, irrégularité de l'eau et de l'électricité, des services, la mauvaise qualité de l'enseignement qui n'est pas en concordance avec la réalité locale, les salaires payés irrégulièrement par rapport au coût de la vie, la pauvreté, le manque d'emploi, le désœuvrement de la jeunesse, la délinquance, l'emprise croissante des nouveaux mouvements religieux, le déversement sur les marchés des produits tant alimentaire que manufacturé asiatiques, la surcharge des femmes avec des activités du secteur informel dans une condition féminine déplorable, l'opportunisme, le manque de confiance aux propres initiatives, la précarité de tout et surtout l'attente d'un messie qui se chargera de résoudre toutes les misères.

Mais que recouvrent ces mots ? La connaissance qu'on a des termes n'est-elle pas parfois faussée du fait que, dans l'esprit de celui qui l'utilise, elle peut représenter une autre réalité, celle de son propre environnement ?

Là, dans les pays de l'Atlantique du nord, existe un dispositif privé et public, structuré, mis en place collectivement et de longue date pour lutter contre la pauvreté. Et quelque soient ses imperfections, même s'il est aussi en déclin et n'a pas réussi à éliminer les problèmes de la population, il a au moins eu le mérite d'en modifier fondamentalement les conditions. Et au-delà de ce dispositif, se développait aussi une infrastructure collective qui permet aux pauvres de se nourrir: de se laver, de se déplacer, de trouver un emploi même si c'est de façon marginale. Ainsi les exclus et les chômeurs par exemple peuvent agir sur leurs problèmes.

Ici, en DRC, la lutte contre la pauvreté repose quasi exclusivement sur une initiative privée, improvisée, dépourvue des moyens les plus élémentaires. Le contexte n'a mis en place aucune infrastructure ni excédent qui permettrait aux pauvres d'agir sur sa situation. Chacun se débrouille, comme l'exprimait docteur Mukiesse, responsable d'une ONG de formation aux métiers des jeunes filles victimes des violences sexuelles lors d'un entretien en 2017 :

On se débrouille, en acceptant de vendre sa personne pour quelque chose (corruption) ou son corps contre l'argent et d'autres biens (prostitution), on mendie partout, tout le monde mendie, pour tout, on trompe et parfois on ment pour être assisté, on vole, on magouille, les jeunes filles se prostituent à cause de l'incapacité de leurs familles de payer les études, le mode de vie général s'éloigne de la solidarité, nous sommes devenus comme des gens en train de se noyer, cherchant à se sauver individuellement. La parenté s'affaiblit, la sorcellerie et toutes les sortes de superstitions gagnent du terrain »

C'est en effet, dans ce contexte général, qu'il importe de placer le foisonnement des organisations non gouvernementales, en abrégé ONG en DRC.

1.1. Les organisations non gouvernementales en DRC

C'est depuis les années nonante; que la DRC connaît une explosion des organisations non gouvernementales. Il est difficile de déterminer avec précision leur nombre. En 2002, Elikia Mbokolo avançait le chiffre de 1 322 (2002: 10) mais ce chiffre est largement dépassé. Dans la capitale du Congo, Kinshasa, à part les grandes organisations internationales logées dans les quartiers chics de la capitale, dans les quartiers populaires on peut lire sur les façades des petites constructions les différents types d'ONG: il y a des ONG qui exercent dans le domaine de la santé, des ONG de type agricole, du développement du monde rural, qui exercent dans le domaine de la sécurité alimentaire, de l'éducation., la réhabilitation des femmes victimes des violences sexuelles, l'encadrement des enfants de la rue, la promotion sociale et actions éducatives, formation à la génération des revenus, sans compter les multiples associations d'entraide qui n'ont pas encore été érigées en ONG.

L'intensification de ce phénomène a coïncidé avec l'arrêt brutal de la coopération bilatérale avec le Zaïre de l'époque, conséquence de la rupture définitive du soutien des organisations internationales d'aide au régime de Mobutu. Et pour pouvoir continuer leurs activités au Zaïre et pourvoir les personnes ayant prioritairement et de manière urgente besoin de cette aide, elles ont créé des ONG, avec des responsables locaux. Ce qui a aussi donné lieu à la naissance des fédérations, parfois sous l'initiative des bailleurs, des ONG afin d'harmoniser leurs activités et de défendre leurs intérêts. C'est le cas du CNONGD (Conseil National des ONG de Développement), mandaté pour représenter ses membres auprès des bailleurs et auprès des autorités de Kinshasa, ainsi que des réseaux suivant les domaines d'intervention comme le Raukin (réseau pour l'agriculture urbaine de Kinshasa), Le Foleco (Fédérations des ONG Laïques à but économique), de l'agence

allemande de coopération (GTZ) et le ROSAL (Réseau des ONG pour la sécurité alimentaire) de la coopération belge.

Ceci a eu pour effet de renforcer la motivation des Congolais à l'égard de la création de ce type d'organisation. Etant donné qu'avoir une ONG permet de bénéficier des fonds venant de l'étranger.

La plupart des ONG au Congo sont créées et gérées par un seul individu dont les tâches primordiales sont la gestion de projets et la collecte des fonds. Ces responsables sont continuellement occupés à élaborer des projets, épousant les desiderata d'un donneur. Avec la multiplication du nombre des donateurs et des domaines provoque une complexification du paysage qui accentue la faiblesse de structures institutionnelles nationales. Il révèle l'affaiblissement de l'état ; incapable d'assurer des fonctions de coordination et de régulation. Les contextes dans lesquels ces ONG interviennent ainsi que les problématiques sur lesquelles elles travaillent sont souvent complexes, et dans certains cas tellement complexes qu'elles sont vues comme des 'causes délaissées' par les acteurs économiques ou politiques. C'est face à ces problématiques et au délaissement des responsables locaux, que l'action des ONG, acteurs de terrain, se justifie. Leurs objectifs en général est de résoudre aux demandes spécifiques en matières de développement et les financements disparaissent quand le bailleur a émis des autres priorités.

Les ONG sont parfois considérées comme la prolongation de la colonisation. Pareilles infrastructures sont d'autant remarquables que leurs conditions d'existence les rendent précaires. Certaines actions ont pu atteindre leurs objectifs, tout en cherchant continuellement d'autres moyens d'action. Quelques-unes stagnent. Une grande partie n'a pu émerger probablement par manque d'une technique appropriée de travail au mieux, soit à

cause de l'insuffisance de moyens matériels et financiers soit à cause de l'isolement

Les Congolais en parlent comme s'il s'agissait d'une forme nouvelle d'organisation sociale. Elles sont aussi perçues comme une nouvelle forme de dépendance culturelle et matérielle à l'égard de l'Occident, vu le rôle que jouent ces ONG comme prolongation des idées et des modèles prédominants dans les thèmes internationaux en vogue. Mais elles sont pour les Congolais une des multiples stratégies de survie pour pallier à un état déficient, dans les domaines de la vie publique et privée.

Etant donné la crise de l'emploi que connaît le pays, la perspective d'obtenir un travail rémunéré au sein d'une association ou d'une ONG offre l'espoir de dépasser le stade de travail bénévole à visée communautaire.

1.2. La recherche en science sociale sur le Congo

Il y a au Congo le développement de plus en plus croissant des institutions de recherches. Beaucoup de ses recherches sont faites par des autochtones congolais, connaissant la réalité dans laquelle ils vivent. Ce qui arrive très souvent, ce que ces travaux de recherches sont faites pour la promotion des chercheurs ou sont télécommandés par une organisation occidentale ayant les moyens de financer. Le Congo a en effet été et est encore aujourd'hui un terrain privilégié des recherches en sciences sociales. Une partie importante de la production scientifique sur ce pays profite aux chercheurs externes au pays. Ils ont développé de théories pour la maîtrise des questions qu'ils entendent poser sur la réalité congolaise. Les résultats des études servent d'abord aux débats entre les chercheurs faisant carrière dans les pays riches où elle est capitalisée, avec peu de possibilité et de situation de transfert vers les pays dans lesquels elle a été produite. Leur but est la production

d'un savoir, se traduisant très souvent par des publications pour leur promotion et pour l'alimentation des débats thématiques dans des fora, loin des lieux où la connaissance a été produite.

Plusieurs générations des chercheurs, appartenant à des Universités, des institutions des recherches, des laboratoires au nord de l'atlantique ont parfois la mission de fournir de l'expertise et le savoir sur le Congo aux organisations de développement internationales afin de définir leurs objectifs, leurs programmes et actions de développement pour enfin socialiser leurs partenaire du Sud. Les ONG internationales ont compris que l'unique action de la mise en œuvre de projets de solidarités internationales ne peut pas être suffisante. Ils recourent aux résultats des recherches et ceci doit aussi être le cas pour les ONG localement. Et même si les mentalités ont changé, dans l'idée qu'il ne peut plus être question d'exporter vers les pays dits pauvres de schémas d'intervention tout faits, une partie importante des programmes pour le développement du Congo se fait dans les instances internationales, possédant leur culture propre et la maîtrise des questions qu'elles posent sur la réalité congolaise. Les circuits courts comme la sélection, des institutions, groupes, individus et idées de la société bénéficiaires considérées comme les mieux pour son action. Exemple dispose des solutions à ce problème, même si c'est au prix des distorsions des causalités et de la rigueur scientifique. L'hégémonie des institutions de développement sur les pays dusud et la portée morale et symbolique forte.

2. Une collaboration localement timide

Localement, la coopération entre les secteurs de la recherche en sciences sociales et les ONG au Congo reste encore marginale. Des multiples facteurs ne favorisent pas les échanges.

Il y a en premier lieu les cultures professionnelles très différentes. Les enjeux liés à l'identité de chacun et à comment

faire valoir son identité et ses finalités et les fonctionnements divergents. Les objectifs des ONG est la mise en œuvre des programmes répondant aux besoins d'une population sur un territoire donné. Ces projets sont entrepris dans des contextes d'urgence ou de développement suivant les organisations, avec une finalité opérationnelle et concrète.

Et parler des ONG, c'est surtout parler des agents de terrain et des praticiens qui en ont pris l'initiative et qui y travaillent. Ils en sont les chevilles ouvrières, les tiennent à bout de bras et en assurent le fonctionnement quotidien.

Ce disant toutefois, on ne les connaît encore que de l'extérieur, et on ne mesure pas les problèmes personnels auxquels ils ont eux-mêmes à faire face tous les jours.

Premier problème: si ils ne sont pas mandatés, s'ils ne sont pas la prolongation d'un bailleur externe, leur action est orientée vers une aide générale, avec peu de contour de la situation et une formulation continue des objectifs qui cadrent avec les thèmes changeant des bailleurs, ils sont continuellement occupés à ajuster leurs objectifs aux thèmes du moment: démocratie, genre, enfant, développement rural etc... Les praticiens ne sont armés que de leur bonne volonté. Les motivations sont là. Mais comment canaliser les effets pour organiser la continuité des connaissances acquises dans un monde de dépendance aux financements externes, avec des objectifs changeants? Ainsi il est pris à répondre aux jeux et aux tendances, cumulant des différents objectifs pour maximiser l'acquisition des fonds.

Il y a en outre la question de la subsistance des agents de développement locaux eux-mêmes, dans un contexte générale de pénurie où le travail et les salaires sont soit inexistantes, soit ne couvrent pas les dépenses. On imagine aisément le dilemme dans

lequel on se trouve, pour chercher de quoi assurer sa propre subsistance et celle de la famille élargie.

Ceci fait que les responsables des ONG sont contraints à être eux-mêmes assistés autant qu'ils assistent leur public cible

Un responsable d'une ONG l'a exprimé ainsi:

Les gens qui travaillent dans les ONG sont des gens qui luttent contre la pauvreté. Leur travail est d'arriver à l'autonomie de leurs clients. Mais lorsque nous tenons compte de la réalité et du contexte existant, dans lequel le responsable de l'ONG évolue, nous avons l'impression qu'il est lui-même demandeur d'aide pour son développement.

La continuité des projets des ONG est dépendante des objectifs des acteurs de la solidarité internationale. Ce qui, de plus, installe les agents, dans des nouvelles dépendances, en les déresponsabilisant de telle sorte qu'ils sont souvent empêchés de puiser dans leurs propres réserves les solutions les plus appropriées.

De l'autre côté, pour les chercheurs, notamment les chercheurs en sciences sociales, leur but est la production d'un savoir, se traduisant très souvent par des publications pour leur promotion. Lorsque les recherches sont monnayées par les bailleurs externes, les thématiques, les sujets et les théories à tester dépendent souvent des bailleurs de la recherche. Les deux secteurs sont dissociés et ne dépendent pas des mêmes bailleurs. Il existe peu de lignes budgétaires communes. Les résultats venant valider leur théorie et alimenter des débats et des discours négatifs sur le Congo loin du quotidien des ceux qui vivent cette réalité de l'intérieur. Les résultats des recherches faites dans ces conditions

ne sont pas toujours exploitables par les ONG localement puisqu'ils ne répondent pas toujours à des problématiques opérationnelles pour leur mise en œuvre sur terrain. La reconnaissance du travail effectué passe quasiment uniquement par la reconnaissance des pairs occidentaux. Les chercheurs ne sont pas évalués sur l'utilité sociale locale de leurs travaux.

Le système des recherches n'est pas toujours compatible avec le travail de recherche action. Le manque des moyens financiers des chercheurs, de la même manière que pour les ONG, ne favorise pas le développement des recherches nouvelles intéressantes les ONG. Les thématiques et sujets de recherche dépendant souvent des bailleurs de la recherche. Ce cercle vicieux ne peut être rompu tant qu'on n'adopte pas la capacité d'avoir une vue globale du phénomène et d'y impliquer toutes les parties prenantes.

De plus, ni les institutions des recherches, ni les ONG, n'ont pas toujours des systèmes, comme dans les sociétés modernes, de capitalisation et de valorisation de leurs résultats performants. Ce qui ne facilite pas l'accès à l'information et l'utilisation des résultats et expériences réciproques.

Travailler avec des ONG semble alors ne pas apporter réellement d'atout pour une carrière de chercheur dont la promotion est liée à l'appréciation de ses pairs. Il est difficile pour chaque partenaire de dépasser sa sphère de reconnaissance pour produire un savoir conjoint. Les espaces de dialogues sont rarement interprofessionnels. Ils ne permettent pas des échanges sur les expériences des recherches ou des projets de terrains développés par les praticiens.

Se pose aussi la question de la temporalité différente. La notion du temps dans la recherche est très différente de celle des acteurs de terrain. En effet, pour ces derniers, la réalisation de

projets est soumise à un chronogramme précis suite aux objectifs, on ne cessera jamais de le dire, changeant des bailleurs. Ce fonctionnement laisse peu de place aux allers retours nécessaires aux chercheurs pour expérimenter ses hypothèses, phases indispensables des travaux de recherche.

Aussi, les intérêts des deux milieux qui ne convergent pas toujours. L'activisme des ONG ne se retrouve pas forcément chez les chercheurs pour qui l'objectivité est de mise pour la validité de leur travail.

La spécialisation des chercheurs sur des domaines très spécifiques est aussi difficilement compatible avec le caractère « généraliste » et pluridisciplinaire des ONG. Il y a un risque que les chercheurs se focalisent donc sur les études demandées par les bailleurs sans s'ouvrir à des demandes des acteurs (sauf si ces derniers financent ces recherches).

3. Enjeux et avantages de la collaboration

La coopération entre les secteurs de la recherche en sciences sociales, des ONG et des media, comme gestion coordonnée des connaissances est un grand levier d'influence, de l'enrichissement mutuel. Et pourtant, malgré les facteurs énumérés, la coopération entre les recherches en sciences sociales, les ONG et les média est nécessaire. Elle est nécessaire car elle peut être un lieu d'influence, c'est l'exemple de sa contribution à l'ouverture du monde académique, souvent fermé à la réalité sociale de terrain, la professionnalisation des praticiens des ONG locales, et à la visibilité du travail de développement auprès du grand public comme processus d'ancrage des projets de développement au Congo. Des enjeux et plusieurs avantages des échanges peuvent en être tirés. C'est le cas pour l'innovation et la construction commune de connaissance et de savoirs qui peuvent donner lieu à des avancées très positives pour le développement et

la recherche en améliorant les interventions de terrains, l'ouverture du monde universitaire sur l'éducation, la transmission aux générations futures, la vulgarisation des résultats de recherches en sciences sociales et aussi surtout la stimulation de la liberté d'expression.

L'enrichissement mutuel a comme impact la professionnalisation des ONG locales

Ces partenariats favorisent également une professionnalisation de plus en plus importante et ressenties des praticiens et organisation de développement.

Le travail des praticiens ne se résume pas seulement à écrire des projets pour demander de l'aide, mais c'est aussi tout un travail de formalisation des problématiques, de les lier aux contextes globaux, au lieu que l'action soit compartimentée. Ces échanges peuvent unir, dans une réflexion, à une action transversale et faciliter la compréhension des problématiques par une vision plus globale, en partant d'un domaine particulier.

Tout ceci permet la compréhension des processus de changement dans le pays, grâce aux résultats de recherches qualitatives, empiriques, de l'histoire immédiate. Mais aussi pour la science, il a la nécessité d'une critique qui conteste les idées dominantes. Les institutions de recherche au Congo doivent se renforcer afin de réaliser des recherches rigoureuses qui favorisent la réappropriation citoyenne et démocratique de la science, afin de la mettre au service du bien commun. Il est important que la recherche académique intensifie des recherches qualitatives sur les questions de la vie quotidienne et non pour nourrir des débats négatifs sur le Congo, sur des questions dont les gens simples n'ont pas prise sur la vie quotidienne.

Pour la réforme ou une évolution du monde notamment de la recherche anthropologique 'classique' n'étant pas souvent orientées vers de tels objectifs, mais plutôt enclin à la production de savoir et au débat la collaboration avec les ONG participe au Développement d'une méthodologie commune de la recherche action.

Définie comme méthode de recherches dans lesquelles il y a une action délibérée de transformation de la réalité, avec un double objectif, d'une part transformer la réalité et produire des connaissances concernant ces transformations".

Avec une telle méthode, les travaux de recherche s'effectuent directement sur le terrain en « testant » les innovations en cours initiées par des projets de solidarité mis en œuvre. Une telle méthodologie aide à mieux comprendre le contexte avec ses contraintes et ses opportunités, à construire le discours avec des 'preuves', mais aussi à tisser des liens, y compris avec les médias, pour diffuser les résultats des travaux et influencer sur la politique.

Un autre enjeu, très important de la collaboration entre les centres des recherches qualitatives et les ONG est aussi la facilitation de la mobilité des (étudiants) chercheurs. Pour les chercheurs, travailler avec les ONG rend possible l'accès aux zones géographiques difficiles, en profitant de la logistique et des connaissances des ONG. Ceci est très nécessaire dans cette période de décentralisation où il y a la montée de l'ethnisme et la diminution des contacts entre les ressortissants des différentes régions. Les chercheurs peuvent également profiter de la plus grande expérience du contexte et des réalités de terrain.

Pour les ONG, les travaux de recherche peuvent constituer des sources d'information importantes. Travailler avec un ethnographe par exemple permet une prise de recul, un regard extérieur utile pour l'analyse de la pertinence des actions

entreprises. Il permet l'accès à des connaissances basées sur des méthodes rigoureuses et des résultats méconnus, consolidant la pertinence des actions et favorisant la reproductibilité sur d'autres territoires.

Les résultats des recherches peuvent renforcer l'efficacité des interventions et l'enracinement de terrain, ainsi que le renforcement des plaidoyers. Il y a des facteurs interconnectés qui demandent le recours aux résultats de la recherche même le recours aux méthodes parfois méconnues des ONG.

Cette coopération apporte une caution scientifique aux travaux des praticiens, permettant aux ONG de renforcer et de légitimer leurs plaidoyers lors des négociations nationales et internationales.

Et quant aux médias, ils peuvent faciliter la vulgarisation et la diffusion des résultats de la recherche mais aussi les travaux des ONG. Les interactions entre ONG et le grand public sont trop peu présentes au Congo. Elles doivent devenir plus fréquentes. La coopération avec les médias permet une meilleure visibilité des praticiens et des travaux de recherche en rendant accessible leurs résultats auprès du grand public. Une des conséquences peut être une plus grande reconnaissance du grand public, qui met alors en valeur le travail effectué.

4. Les espaces et types de collaboration

Les espaces d'échanges potentiels entre ONG et recherche sont nombreux. Ils se traduisent la plupart du temps par des forums et des conférences organisées. On pourrait en effet rassembler les types de collaboration entre recherche en fonction du but recherché. En dehors des **conférences**, **des réunions** des rencontres plus ou moins formelles, l'enseignement est aussi un

lieu de la transmission des réalités locales aux jeunes générations. Il est important que les praticiens soient en contact direct avec les chercheurs et les étudiants. Dans le monde de l'enseignement, les praticiens peuvent être invités pour donner des enseignements sur ce qu'ils font dans l'humanitaire par exemple ou dans le cadre de la résolution des conflits, du développement du monde rural, les questions de genre etc. Ils peuvent intervenir dans les masters et les doctorats spécialisés.

Les ONG peuvent avoir besoin ponctuellement de l'expertise des chercheurs pour répondre à une question particulière, à une problématique déterminée d'un projet ou dans le cadre d'évaluation d'impact. De même, par l'intégration des étudiants dans le cadre d'un projet, les ONG et dans le travail de recherche, en équipe ou en interne des groupes de réflexion et recherche.

Conclusion

Dans cet article, nous avons montré le contexte social dans lequel travaillent les ONG, les médias ainsi que les recherches qualitatives en RDC.

Nous avons aussi montré ce qui entrave cette coopération, ses avantages, ses formes et les lieux de collaboration. En somme, la collaboration entre ces différentes institutions participe à l'innovation de la recherche et l'ancrage des projets de développement à la réalité locale, toujours mouvante.

Les ONG sont des sources d'innovation, et donc des éclaireurs d'avenir. Elles sont souvent amenées à rechercher des nouvelles stratégies pour répondre aux besoins émergents dans les différents secteurs de la vie sociale. Souvent, les problématiques qu'elles rencontrent et dans lesquelles elles s'engagent sont

inédites. De cette manière, elles ouvrent aux chercheuses des nouveaux champs de recherche qualitatives, approfondies et à longue durée. Ce type de relations facilite également l'obtention d'un retour quant à l'utilisation des résultats de la recherche.

C'est pour cela que les mécanismes et cadre d'échanges plus réguliers doivent être mis en place de façon structurelle.

Bibliographie

- Tidjani, M. 2000, « Les paradoxes de la surproduction de la connaissance en science sociale ». *In Nouveaux cahier de l' IUED*, no 10 pp 57- 67.
- Giovannoni et alii, 2004, Agir à la place – et en dépit de – de l'Etat : ONG et association de la société civile à Kinshasa. *In Cahiers Africains* n°61-62, Tervuren, pp. 119-132.
- Nzeza A. 2004, « La coop à Kinshasa: survie et marchandage ». In, *Cahiers Africains* n°61, Paris: Harmattan, pp. 33-46.
- Elikia Mbokolo 2002, *Donner sa chance au peuple congolais. Expériences de développement participatif (1985-2001)*, pp.7-11 / B. Hamuli (éd.), Paris, Éd. Karthala.